

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour le semestre
juillet-décembre 1873 :

Pour la Suisse, fr. 4.

Les abonnements pris auprès des
bureaux de poste paient une surtaxe
de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs
doit être l'œuvre
des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour le semestre
juillet-décembre 1873 :

Allemagne, fr. 5x30. — Amérique,
fr. 8. — Angleterre, fr. 6x60. — Belgique,
fr. 5x30. — Espagne, 6x60. — France,
fr. 20. — Hollande, fr. 6x10. — Italie,
fr. 4x80.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 18 OCTOBRE 1873.

Dimanche dernier, les catholiques de Genève ont procédé à l'élection de leurs trois curés; les candidats des *libéraux*, le père Hyacinthe, l'abbé Chavard et l'abbé Hurtault ont été élus par 1250 voix sur environ 2500 électeurs inscrits. Les ultramontains se sont abstenus.

Le *Journal de Genève* se livre à ce propos à des calculs qui ont pour but de démontrer que les ultramontains ne peuvent pas réclamer à leur actif la totalité des abstentions, vu qu'il y a, dans toute élection, un chiffre d'abstentions qu'on pourrait appeler normales, comprenant les indifférents, les malades, les absents, et que ce chiffre s'élève en moyenne au quart des électeurs inscrits. Il en résulte que les ultramontains ne réuniraient qu'un groupe de 5 à 600 électeurs, en sorte que les *libéraux* forment environ les deux tiers de la population catholique de Genève.

Nous n'avions jamais douté que ce ne fût là en effet la proportion existant entre les deux partis. Mais alors, puisque les ultramontains sont si peu redoutables, puisqu'ils ne forment dans la Suisse entière, comme on nous le répète tous les jours, qu'une minorité insignifiante qui ne trouve aucun écho sérieux dans le peuple; pourquoi fait-on tant de bruit à leur sujet? Pourquoi embriagé-t-on avec tant d'empressement les électeurs allemands dans les rangs du *Volksverein* pour écraser un ennemi si peu formidable? Pourquoi agite-t-on sans cesse aux yeux des populations ce spectre noir, dont rient les habiles qui en font mouvoir les ficelles?

Ah! c'est qu'il faut détourner l'attention des masses d'une chose qui paraît à nos bourgeois libéraux et radicaux bien autrement à craindre que l'ultramontanisme. Le socialisme grandissant fait tous les jours chez nous de nouvelles recrues; la

voix du prolétaire commence à se faire entendre, réclamant ses droits; et comme on ne veut pas lui répondre, on s'efforce de couvrir ses revendications par le vacarme assourdissant que font depuis un an nos mangeurs de jésuites. Et véritablement, en plus d'un canton, cette tactique a réussi et l'ouvrier a donné dans le panneau; il a tendu au bourgeois la main de la réconciliation, pour se donner le plaisir d'aboyer avec lui contre les robes noires.

On ne saurait trop dénoncer cette tactique perfide de la bourgeoisie. Il faut le répéter partout aux ouvriers: « Vos adversaires les plus redoutables, ce ne sont pas les jésuites, car ceux-là sont connus et démasqués depuis longtemps, et aujourd'hui ils ne peuvent plus rien contre vous; mais vos ennemis réels, les seuls dangereux, ce sont les bourgeois libéraux, ces loups qui viennent à vous en peaux de brebis, et dont le seul but est de vous aveugler par leurs faux semblants, afin de vous tenir éternellement dans la servitude économique et politique. »

Encore si la campagne ouverte avec tant de fanfares contre les ultramontains aboutissait à amoindrir d'une façon quelconque l'empire de la religion! mais c'est tout le contraire. Ainsi voyez à Genève: voilà 1250 électeurs *libéraux* dont la plupart n'allait certainement plus à la messe; eh bien! maintenant ils se croiront obligés d'y aller, sous prétexte qu'elle sera dite par le père Hyacinthe. Et le *Volksverein*, savez-vous ce qu'il nous offre comme solution de la question catholique? ce *Volksverein*, expression du radicalisme le plus avancé, demande « que les évêchés reposent à l'avenir sur une base nationale et république! » C'est-à-dire que, moyennant quelques simagrées électorales, les radicaux suisses sont disposés à perpétuer chez nous l'épiscopat qui s'en allait mourant de sa belle mort!

O libéralisme! ô radicalisme! quand viendra

la salutaire tempête qui assainira l'air que nous respirons, en le débarrassant des miasmes détestables de vos doctrines louches et perfides !

Le comité central du *Schweizerischer Arbeiterbund* a répondu à l'appel du comité fédéral jurassien en faveur des grévistes du Centre-Hainaut par la lettre suivante :

Genève, le 10 octobre 1873.

Compagnons,

Dans la séance du comité fédéral de la fédération ouvrière en Suisse, qui a eu lieu hier soir, nous avons vu que la mise en grève de nos frères belges est justifiée par les usurpations et les suppressions de la part de leurs patrons.

Malheureusement, l'état actuel de notre fédération ne fait pas espérer grand chose. De petites grèves dans différents endroits, des frais de fondations, etc., nous forcent nous-mêmes d'appeler à la générosité de nos membres. Nous avons fait ce que nous pouvons faire en ce moment, c'est de faire insérer dans notre organe, la *Tagwacht*, le résultat et les faits décrits dans votre lettre, en faisant appel à la solidarité de tous ceux qui sont unis sous la bannière de l'émancipation des travailleurs, sans faire attention au nom de leur union.

Soyez certains que nous sympathisons avec tous les compagnons ouvriers de toutes les nations, et que si nous pouvons plus tard nous rendre utiles à leur sort, nous le ferons avec le plus grand plaisir.

Salut fraternel au nom du Comité fédéral de l'union ouvrière.

Le président,
Bruno GUTSMANN.
Le secrétaire,
Emile TAUBER.

Nous avons remarqué dans la correspondance parisienne de l'*Internationale*, de Bruxelles, du 12 octobre, quelques passages qui pourraient faire croire que le correspondant approuve l'alliance proposée aux bonapartistes par le journal l'*Avenir national* pour la défense des institutions soi-disant républicaines qui régissent actuellement la France.

Nous espérons que ces paroles équivoques seront énergiquement désavouées par la rédaction de l'*Internationale*; car il importe en ce moment plus que jamais de ne laisser aucun doute en l'esprit de personne sur la ferme résolution des socialistes révolutionnaires, de ne s'allier à aucun parti politique quel qu'il soit, et d'opérer l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, en dehors des partis politiques et contre eux.

Nouvelles de l'Extérieur.

France.

Les diverses fractions monarchistes se sont mises d'accord, affirme-t-on, sur toutes les questions politiques : garanties constitutionnelles, charte, suffrage universel etc. Ce ne sont pas ces misères-là qui pourront faire échouer la fusion. Mais la grosse question, celle de la couleur du drapeau, reste tout entière à résoudre; et c'est celle-là qui pourrait tout faire manquer au dernier moment.

Oui, la chose peut paraître incroyable, mais c'est ainsi : ces réactionnaires, qui semblent si positifs, ont avec cela des manies enfantines; on leur donne l'essentiel, le solide, c'est-à-dire le pouvoir politique, l'argent, la domination des consciences; cela ne leur suffit pas : ils tiennent avant tout à la couleur d'un chiffon d'étoffe; les uns le veulent bigarré, les autres uni. Passe encore si ces différences de nuance symbolisaient à leurs yeux quelque différence de principes; mais non : ils sont cordialement unis sur le fond même de la question, ils s'entendent à merveille sur les procédés à employer pour tondre le peuple; et c'est bien réellement une simple question d'oripeau, une niaiserie digne tout au plus d'occuper l'imagination d'un chauvin radical, qui divise et échauffe toutes ces fortes têtes.

Allons ! Henri V n'a qu'à bien se tenir. La chance pourrait bien tourner contre lui, et vraiment ce serait dommage.

Les débats du procès Bazaine démontrent jusqu'à l'évidence que la reddition de Metz et la capitulation de l'armée du Rhin ont été prémeditées, voulues, et probablement payées. Les approvisionnements de Metz auraient permis aux assiégés de tenir aussi longtemps que Paris; et si les Allemands de Frédéric-Charles eussent été occupés par Bazaine, l'armée de la Loire pouvait venir donner la main à une sortie des Parisiens, et le soulèvement du midi de la France s'effectuait dans des conditions toutes nouvelles. — Sans la trahison de Bazaine, l'issue de la guerre était complètement changée, et peut-être à cette heure n'y aurait-il pas d'empire allemand.

Mais il fallait à tout prix empêcher le triomphe du peuple français, c'est-à-dire de la révolution; et voilà pourquoi Bazaine négocia avec Bismarck, et pourquoi afin d'affamer plus vite son armée, il fit nourrir les chevaux avec le blé qui aurait dû fournir du pain aux soldats pour trois autres mois de siège.

Que du moins la révélation de ces infamies rende au peuple français la conscience de sa force, en lui faisant voir une fois de plus que, s'il a été vaincu, cela n'a pas tenu, comme les bourgeois allemands le crient sur les toits, à une infériorité de race et de courage, mais simplement à ce que les traîtres qui commandaient ses armées l'ont livré pieds et poings liés à M. de Bismarck.

M. Ranc est condamné à mort, — par contumace naturellement. Bientôt peut-être nous allons voir aussi M. Gambetta et M. Thiers au rang des martyrs de la

liberté. Ce touchant trio pourra venir chercher un asile sur le sol hospitalier de l'Helvétie. Il y sera fraternellement reçu par nos réactionnaires.

Espagne.

On lit dans le *Condenado de Madrid* :

« Les dispositions sages, révolutionnaires et surtout républicaines du gouvernement libéral et patriotique qui nous régit si heureusement, commencent à donner leurs résultats prévus, c'est-à-dire qu'elles accroissent les forces des socialistes et qu'elles diminuent celles des carlistes.

Selon les lettres nombreuses que nous recevons, il paraît que beaucoup des fanatiques qui avaient pris les armes pour la défense de l'absolutisme, abandonnent maintenant les bandes, en disant qu'il est inutile de verser son sang pour un principe qui a déjà triomphé et qui règne à présent dans les sphères du gouvernement républicain.

La question se réduit maintenant, disent-ils, à savoir si ce sera Don Carlos ou Castellar qui appliquera la bastonnade aux démagogues rouges ; aussi croient-ils devoir ne pas créer des difficultés au pouvoir actuel, qui en définitive gouverne d'après leurs propres principes, les seuls par lesquels on puisse gouverner.

D'autre part, les travailleurs, qui avaient cru jusqu'à présent que la république apporterait avec elle la garantie des droits individuels, et qui se voient trompés d'une manière si indigne, viennent en masse à l'Internationale, résolus à travailler sans trêve pour en finir une fois avec toutes les farces politiques et pour réaliser la révolution sociale, qui doit amener le règne de la vérité, de la justice et de la morale. »

L'espace nous le permettant cette fois, nous donnons en entier le procès-verbal d'une séance de la Commission fédérale espagnole. On y verra par quelle crise passe en ce moment l'Internationale en Espagne, et en même temps avec quelle énergie les socialistes travaillent à reconstituer leur organisation là où elle avait été dissoute, et à la compléter là où elle était restée intacte.

On sait que la Commission fédérale, à la suite des événements d'Alcoy, a dû se transporter à Madrid. Elle a suspendu jusqu'à nouvel ordre la publication de son *Bulletin* officiel ; ses procès-verbaux sont imprimés dans les organes locaux. Celui que nous reproduisons est emprunté au dernier numéro de la *Federacion* de Barcelone.

Procès-verbal de la 81^e séance de la Commission fédérale espagnole, tenue le 20 septembre 1873.

La séance est ouverte à 8 heures du soir ; le procès-verbal de la séance précédente est lu et approuvé.

Les communications suivantes ont été expédiées par les secrétaires : à la date du 16 septembre, au *Condenado de Madrid*, à la fédération locale de Manresa, au Conseil de l'Union des noographes, et aux internationaux de Benaoacaz, de Santa Cruz de Tenerife, et des mines de soufre d'Albacete ; à la date du 17, aux fédérations locales de Bejar, de Villacamillo, de Lucena et d'Alcoy, et à la commission provinciale des ouvriers manufacturiers ; à la date du 18, aux fédérations locales de Paradas, de Barcelone, de Carmona, de Puerto de Santa Maria, et au Conseil fédéral de l'Amérique du Nord ; à la date du 19, à divers compagnons de Zomelleso, de Iznajar et de Montilla.

Des communications reçues dans la semaine il est donné l'extrait suivant :

DISTRICT DU NORD.

Bilbao. Le secrétaire de la fédération locale envoie un rapport sur les événements qui se sont passés dans la fédération de Bilbao, qui a eu beaucoup à souffrir tant des carlistes que des républicains bourgeois. Cependant il existe un groupe nombreux qui tient haute la bannière rouge de la Révolution sociale, en dépit des calomnies des bourgeois et malgré la misère qui sévit dans la classe ouvrière de Bilbao.

DISTRICT DU SUD.

Paradas. Cette fédération, deux fois dissoute par les autorités de la république fédérale, se réorganise très-rapidement, et il est probable que dans peu de jours elle sera plus puissante qu'avant sa dissolution.

Xérès. Le Conseil local envoie un rapport sur les événements qui se sont passés dans cette ville ; il en résulte que les ouvriers doivent se dénier également des républicains modérés et des républicains intransigeants, parce que les uns et les autres sont partisans du désordre économique actuel et ennemis de l'éducation du prolétariat.

Il existe actuellement à Xérès une municipalité nommée par le *sabre* ; celle qui avait été élue par le suffrage universel est l'objet de persécutions acharnées.

San Lucar. Cette fédération est toujours dissoute, et ne peut se réorganiser parce qu'aucune réunion ouvrière n'est permise. Cette infâme réaction n'a fait que redoubler l'attachement des ouvriers de San Lucar pour les principes socialistes et leur haine pour les charlatans de la république fédérale ; ils font tous les sacrifices imaginables pour venir en aide à leurs frères emprisonnés.

DISTRICT DE L'EST.

Saragosse. La section des boulangers annonce qu'elle travaille activement à son développement.

San Feliu de Guixols. Les bourgeois républicains fédéraux font tout leur possible pour désorganiser la fédération locale.

Manresa. Le local de cette fédération a été saccagé ; on y a détruit les meubles et les documents et on y a volé les timbres des sections. Ces actes de vandalisme sont probablement l'œuvre de quelques bourgeois en délire.

Molins de Rey. Cette fédération envoie 22 pesetas et 50 c. montant de sa cotisation de juillet, août et septembre. Les internationaux de Molins de Rey sont animés d'un esprit très-révolutionnaire.

San Martin de Provensals. La section des tonneliers a approuvé la circulaire n. 26 de la Commission fédérale. Elle se rend également solidaire des ouvriers d'Alcoy. Les bourgeois républicains fédéraux répandent beau-

coup de calomnies pour tâcher de désorganiser la fédération de San Martin.

Alcoy. Le Conseil local nous annonce que le juge spécial a condamné à l'amende un maître maçon qui voulait que ses ouvriers travaillassent neuf heures, après qu'il avait accepté la convention qui fixe la journée de travail à huit heures ; le juge a motivé sa sentence en disant que la conduite de ce patron ne pouvait qu'amener la reproduction des événements de juillet.

Barcelone. La fédération barcelonaise a ratifié les résolutions de son Congrès local.

DISTRICT DU CENTRE.

Chamartin de la Rosa. Cette fédération envoie sa cotisation pour les frais de délégation au Congrès général.

Le Conseil de l'Union des ouvriers du bâtiment accuse réception de la circulaire n. 28.

Il est décidé d'envoyer à toutes les fédérations régionales un exemplaire de la brochure « Organisation sociale. »

La séance est levée à 11 heures du soir.

La fédération des sections de teinturiers, qui forme une des branches de l'Union des ouvriers manufacturiers d'Espagne, vient de tenir un congrès à Sans, en Catalogne. Elle s'est donné une organisation spéciale autonome, et à côté de résolutions de nature purement administratives, elle en a pris d'autres qui témoignent de son mépris pour la politique bourgeoise et de son attachement inaltérable à l'Internationale. Le congrès a décidé de soutenir énergiquement l'excellent journal qui sert d'organe aux ouvriers manufacturiers, la *Rivista social*.

La fédération des sections des *trois classes de vapeur* (nom que les Espagnols donnent à une catégorie d'ouvriers manufacturiers : les prépareurs, les fileurs et les tisseurs mécaniques) a tenu le 29 septembre, à Barcelone, une conférence qui s'est occupée des grèves que soutiennent en ce moment les ouvriers de diverses fabriques de Catalogne, en particulier ceux de l'établissement du fameux bourgeois carliste Puig y Llagostera. Vingt-huit sections étaient représentées. Le nombre des grévistes est d'environ 1,500. La fédération a décidé de les soutenir, conformément à son règlement.

Italie.

Les nouvelles qui nous parviennent de ce pays sont rares et peu détaillées en ce qui concerne le Midi et la Romagne ; nous savons seulement d'une manière générale, que le mécontentement et la misère vont grandissant à l'approche de l'hiver, et que de toutes parts paysans et ouvriers se rallient autour du drapeau révolutionnaire.

En Toscane, pays où le mouvement a été le plus lent à se produire, les internationaux s'occupent toujours de la préparation de leur Congrès régional. Une dizaine de nouvelles sections ont encore annoncé leur adhésion, entre autres celles des maçons de Florence, les Sections de Cecina, de Carrare, de Caprona, de Calci et de Pomarance.

Le rédacteur du *Risveglie* de Sienne a été emprisonné. Le journal continue néanmoins à paraître.

Allemagne.

La *Gazette de Francfort*, revenant sur la notice que l'expulsion des communalistes français de Vienne serait arrivée sous l'influence du cabinet de Berlin, dit que les principaux gouvernements ont décidé de tenir un *livre noir* de l'Internationale, dans lequel seront enregistrés tous ceux qui sont suspects de socialisme, et cela pour toute l'Europe.

Tous ceux qui seront inscrits sur le *livre noir* se trouveront toujours sous le contrôle de la police, et chaque gouvernement pour son compte sera toujours informé des voyages de ces individus.

A Londres et à Zurich se trouvent des offices centraux de police internationale. La direction de cette surveillance est confiée au sieur Lothaire Bucher.

A la confection du *livre noir* participe la Prusse, la Russie, l'Autriche, l'Italie, la France et le Danemark.

Autriche.

On écrit de Galicie que le percement des Carpates près de Lupkow a de nouveau manqué : le tunnel qui devait joindre la voie ferrée galicienne avec celle de Hongrie, s'est écroulé et a enseveli sous les décombres deux ou trois cents ouvriers. Comme les travaux nécessaires pour parvenir jusqu'à ces infortunés eussent demandé plusieurs semaines, *on a rempli d'eau le tunnel, afin de noyer les malheureux qui y sont ensevelis et de leur épargner les tortures de la faim !*

On ne comprend pas comment il est possible que le travail nécessaire pour se frayer un passage dans le tunnel ait dû coûter des semaines, tandis qu'on a pu immédiatement y produire une inondation ; mais laissant de côté cette observation, nous nous bornerons à rappeler que ce percement des Carpates a déjà englouti une énorme quantité de vies humaines. Les entrepreneurs ont toujours caché autant que possible l'étendue de ces catastrophes ; on entend parler de temps à autre de « légers accidents, » mais les détails ne sont pas livrés à la publicité ! Il est prouvé depuis longtemps que le percement en question est inexécutable, et que le tunnel devra nécessairement s'écrouler à chaque nouvelle tentative. Cela n'empêche naturellement pas les avides entrepreneurs de recommencer, au prix de vies humaines qu'on sacrifie dans l'espoir de réaliser des bénéfices qui seront empêchés par la bourgeoisie capitaliste.

Petite correspondance.

Le Comité fédéral invite la section l'*Avenir*, de Genève, à lui envoyer l'adresse de son secrétaire correspondant.

Le citoyen Poirier, de Genève, qui a gardé en dépôt depuis le Congrès général divers ouvrages de propagande, est invité à faire parvenir son adresse à la rédaction du *Bulletin*.

Au *Mirabeau*, Verviers. Nous n'avons plus reçu le numéro d'échange depuis le commencement d'octobre. Veuillez l'envoyer à l'adresse que nous vous avons indiquée.